

LE PÉTROLE

L'ENJEU CLÉ DE L'AVENIR : Le monde capitaliste actuel vit, produit et consomme grâce au pétrole. Les ressources pétrolières sont loin d'être infinies. La production a atteint son pic et va entamer un lent déclin qui va changer le caractère de notre civilisation et provoquer des conflits majeurs puisqu'ils n'existe pas d'alternative énergétique qui permettrait la même quantité de dépenses. Dans un grand nombre de pays (Algérie, Soudan, Birmanie, Indonésie...). la lutte pour le pétrole est déjà la cause directe de guerres civiles, dictatures et massacres de populations. Pour les gouvernements des pays riches, le pétrole représente plus encore l'enjeu politique et économique majeur des décennies à venir.

Pour l'administration Bush, la colonisation militaire et économique de certains ex-pays soviétiques de la région caspienne constitue une priorité puisque c'est là que se trouvent les dernières réserves pétrolières importantes et encore largement inexploitées. Qui plus est, la famille Bush et les membres les plus hauts placés de son gouvernement ont souvent pour point commun d'être cadres, dirigeants ou actionnaires de diverses multinationales de pétrochimie... ou encore d'armement.

LA GUERRE CONTRE LE MAL, UN BEL ALIBI ! : Après la guerre froide et au cours des deux dernières décennies, les États-Unis ont menés différentes guerres, en utilisant l'OTAN non pas comme bouclier défensif mais bien comme un instrument d'agression militaire.

La guerre du golfe en 1990 et celle du Kosovo en 1999 avaient pour caution morale de vouloir mettre fin à des dictatures, dictatures dont ils se soucient bien peu quand ils se chargent eux-mêmes de les mettre en place (comme au Chili, en Afghanistan ou en Indonésie...) dans d'autres parties du monde au gré de leurs intérêts. Mais ces deux guerres étaient encore une fois principalement motivées par des enjeux pétroliers : la population irakienne (300000 morts civils par suite de la guerre du golfe et de l'embargo) avait le malheur d'appartenir à un pays détenant un pouvoir sur les prix du pétrole et d'être gouvernée par un dictateur qui menaçait de s'en servir contre les intérêts occidentaux. La Yougoslavie quant à elle refusait de se plier aux plans du F.M.I et pouvait faire obstacle sur le contrôle du futur oléoduc alimentant depuis la mer caspienne et en passant par le Kosovo, les marchés occidentaux.

En ce qui concerne le contrôle militaire de l'Afghanistan, celui-ci était devenu indispensable aux États-Unis puisque ce pays frontalier des Républiques d'Asie centrale et de la Russie devait accueillir un oléoduc permettant d'alimenter en pétrole le marché asiatique ainsi que servir de base pour établir un contrôle militaire à long terme de la région.

Au vu de la complexité des relations d'amour et de haine entre les agences US et les réseaux islamistes, il risque d'être dur de déterminer un jour précisément si ces attentats ou pu être ou non le fruit d'un quelconque complot, lié par exemple à une nouvelle stratégie caché de la CIA visant à utiliser les réseaux islamistes à son compte en légitimant le déclenchement d'une large offensive. Diverses sources tendent en tout cas à prouver que cette offensive, présentée comme une réponse directe aux attentats du 11 septembre avait été en fait pensée de longue date : dès 1996, le ministre US de l'énergie demandait qu'un oléoduc soit construit en Afghanistan, en 1998 Unocal, multinationale américaine,



relayait de nouveau cette demande auprès de son gouvernement, et selon la BBC le ministre pakistanais des affaires étrangères aurait déclaré avoir été prévenu dès la mi-juillet d'une offensive US prévue en Afghanistan pour la mi-octobre.

LES ATENTATS, UNE NOUVELLE HISTOIRE DE PÉTROLE ? : Du côté des fondamentalistes, l'intérêt stratégique de ces attentats peut paraître plus problématique : ils risquent en effet d'avoir très vite des retombées destructrices sur leur réseaux. Cet acte bien désespéré peut néanmoins peut-être s'expliquer par un autre conflit important sur le contrôle des ressources pétrolières, en Arabie Saoudite cette fois. Ce pays, rongé par les luttes de pouvoir internes entre partisans des fondamentalistes et dirigeants plus proche du gouvernement US, est le foyer culturel sacré, mais aussi le cœur économique du monde arabe. Mettant fin à 70 ans de protectionnisme, le gouvernement saoudien avait voté il y a un an l'équivalent d'un accord de libre échange entre la monarchie saoudienne et les industries pétrolières nord-américaines et européennes, leur donnant le droit de posséder et d'exploiter des terres. Ceci dans un cadre plus général de libéralisation et d'ouverture aux investisseurs étranger de l'économie saoudienne. Ce processus qui se concrétisait rapidement au cours des mois précédents les attentats devait porter un coup décisif à l'influence islamiste au sein des classes dirigeantes, en donnant à la monarchie saoudienne un soutien total des USA et de l'Union Européenne, en réduisant le chômage des jeunes, puissant facteur de contestation sociale, en développant d'autres secteurs économiques que les ressources pétrolières et en espérant que ce processus initié par l'Arabie saoudite servirait rapidement de modèle à l'intégration dans le système capitaliste mondial des autres pays arabes exportateurs de pétrole.

Cette collaboration accrue avec l'occident mettait ainsi fin aux espoirs islamistes de réduire l'influence économique et militaire des USA sur leurs territoires et de voir les revenus du pétrole consacrés au renouveau de l'islamisme. La situation pouvait leur sembler d'autant plus dangereuse après l'élection de l'administration Bush, ouvertement déterminée à ne rien concéder aussi bien en ce qui concerne le soutien aux israéliens que dans sa volonté de s'accaparer les ressources pétrolières arabes.

Pour Ben Laden et ses réseaux, il ne restait donc plus qu'à mener une guerre civile fratricide ou à disparaître. Dans ce contexte, on peut imaginer que certains groupes islamistes aient pu juger que seul une action extrêmement spectaculaire pouvait créer assez d'incertitude et de tourmente pour décider les U.S.A à un répli stratégique de la péninsule arabe.